



MAUPARD FIDUCIAIRE

Siège social : 18, rue Jean Mermoz, 75008 Paris, France
Téléphone : +33 (0) 1 53 93 94 20, Fax : +33 (0) 1 53 93 94 21
contact@maupard-fiduciaire.fr, || www.maupard.com

GDS FRANCE

Siège social :
26 RUE DAGORNO, 75012 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2024

Cabinet MAUPARD FIDUCIAIRE

Siège social : 96 Avenue Raymond Pointcaré, 75016 PARIS

Membre de la Compagnie Régionale de Paris

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

A l'assemblée générale de GDS FRANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association GDS FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

en application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les cotisations s'élèvent à 3 001 820 € au 31/12/2024, sur un total de produits d'exploitation de 4 712 992 €. Nous avons contrôlé la bonne application des procédures internes d'appels de cotisations afin de nous assurer de leur exhaustivité et de leur exactitude.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Orléans, le 08 avril 2025

Le Commissaire aux comptes

MAUPARD FIDUCIAIRE

Manuel GRÉAU



Bilan Actif

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	33 717	19 886	13 830	7 765
Autres immobilisations incorporelles	54 000	54 000		
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	590 000		590 000	590 000
Constructions	1 657 110	106 660	1 550 450	1 597 796
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	1 206 527	294 884	911 643	1 006 313
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	416 437	370 011	46 427	71 427
Autres titres immobilisés	25		25	25
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	3 957 816	845 441	3 112 375	3 273 326
Comptes de liaison	II			
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	535 741	4 646	531 095	550 650
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	1 350 201	159 608	1 190 593	1 333 837
Valeurs mobilières de placement	12 516 301		12 516 301	11 843 276
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 796 876		1 796 876	2 576 589
Charges constatées d'avance	122 483		122 483	134 715
TOTAL III	16 321 602	164 254	16 157 347	16 439 066
Frais d'émission des emprunts	IV			
Primes de remboursement des obligations	V			
Ecarts de conversion actif	VI			
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	20 279 418	1 009 695	19 269 723	19 712 392

Bilan Passif

	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	8 700 651	8 700 651
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	562 609	292 859
Excédent ou déficit de l'exercice	-46 989	269 750
Situation nette	9 216 271	9 263 260
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions règlementées		
TOTAL I	9 216 271	9 263 260
II		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	1 142 465	919 982
TOTAL III	1 142 465	919 982
PROVISIONS		
Provisions pour risques		5 228
Provisions pour charges	45 542	37 486
TOTAL IV	45 542	42 714
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	841	1 066
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 137 400	1 180 903
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	530 906	374 719
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	7 063 543	7 618 423
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	132 754	311 325
TOTAL V	8 865 444	9 486 436
VI		
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	19 269 723	19 712 392

Compte de résultat

	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations	3 001 820	3 011 697
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	-33 455	
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	580 360	527 417
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	896 858	912 465
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	246 906	124 371
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	24 498	180 699
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	295	1 131
TOTAL I	4 717 281	4 757 782
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	2 377	
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	2 104 921	2 320 908
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	156 193	175 711
Salaires et traitements	1 374 747	1 427 700
Charges sociales	692 331	690 996
Dotations aux amortissements et dépréciations	181 826	146 829
Dotations aux provisions	8 056	5 228
Reports en fonds dédiés	222 483	59 735
Autres charges	186 582	92 587
TOTAL II	4 929 518	4 919 694
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-212 237	-161 912
Produits financiers		
Produits financiers de participations	28 311	86 649
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	224 419	118 852
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	112 259	462 887
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	799	
TOTAL III	365 788	668 388
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		116 000
Intérêts et charges assimilées	164 694	
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	2 830	94 945
TOTAL IV	167 524	210 945
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	198 263	457 444
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	-13 973	295 532

Compte de résultat (Suite)

	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	9 704	
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	9 704	
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		14 140
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI		14 140
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	9 704	-14 140
Participations des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
	42 719	11 642
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	5 092 772	5 426 170
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	5 139 761	5 156 421
EXCEDENT OU DEFICIT	-46 989	269 750
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 19 269 723 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de -46 989 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Présentation association

GDS France a pour objet d'assurer d'une manière générale la présentation nationale et internationale des organisations d'éleveurs à vocation sanitaire reconnues par le Ministre de l'Agriculture, de promouvoir les actions sanitaires des éleveurs adhérents aux GDS et de défendre et représenter leurs intérêts collectifs, de servir aux GDS et FRGDS adhérents de centre permanent de liaison et de promouvoir leur développement. En tant que tête du réseau des GDS, GDS FRANCE assure la mise en commun de moyens au sien du réseau des GDS, notamment dans le cadre du processus d'accréditation des FRGDS reconnues Organismes à Vocation Sanitaire. GDS FRANCE veille au respect de la neutralité et de l'indépendance des Organismes à Vocation Sanitaire des GDS et FRGDS adhérents dans les missions et actions qu'ils conduisent, notamment celles qui leur sont confiées ou déléguées par l'autorité publique.

GDS FRANCE perçoit des cotisations proportionnelles aux "équivalent bovins" de la part de ses membres, mais également des subventions publiques, notamment pour financer la Recherche portant sur les maladies animales.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

Le bâtiment acquis en 2022 est amorti selon les composants:

- Structure 60% de la valeur du bâtiment: 40 ans;
- Parties vitrées 10 % de la valeur du bâtiment: 20 ans;
- Agencements 15 % de la valeur du bâtiment: 10 ans;
- Installations générales et techniques 15 % de la valeur du bâtiment: 20 ans.

Les autres immobilisations sont amorties:

- | | |
|--------------------------------------|-------------|
| • Logiciels | 3 à 10 ans, |
| • Agencements et aménagements | 5 à 10 ans, |
| • Mobilier de bureau et informatique | 3 à 5 ans, |
| • Mobilier | 2 à 5 ans, |
| • Sites internet | 5 ans. |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Ainsi, la participation que détient GDS FRANCE dans sa filiale RESEAU GDS.COM pour 320 010 € est provisionnée à 100 % les années antérieures.

La provision de la participation dans API AGRO pour 50 000 € a été portée à 100%, il a été constitué une dotation de 25 000 € au cours de l'exercice.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont provisionnées à hauteur du risque d'irrecouvrabilité.

Le solde des subventions à recevoir figure en autres créances pour 725 775 €.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 3.17%.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 45 542 euros. Une dotation a été constatée pour 8 056 €.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 1 142 465 € dont 1 021 125 € pour la RECHERCHE.

Contributions volontaires en nature

L'association ne dispose pas de bénévolat ni de mise à dispositions gratuite.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Rémunérations versées à certains dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, les rémunérations versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, ne sont pas mentionnées car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Rémunération Commissaires aux Comptes

Informations requises par l'article R 123-198-9 du code de commerce :

le montant total des honoraires du commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 8 520 € TTC.

Etat des immobilisations

CADRE A		Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
			Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		76 800		10 917
TOTAL		76 800		10 917
Terrains		590 000		
Constructions :		1 657 110		
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
- Générales, agencements et aménagements constructions				
Installations :				
- Techniques, matériel et outillage				
- Générales, agencements et aménagements divers		1 045 577		
Matériel :				
- De transport				
- De bureau et informatique, mobilier		167 665		9 959
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
TOTAL		3 460 352		9 959
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :		416 437		
- Participations				
- Titres immobilisés		25		
Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL		416 462		
TOTAL GENERAL		3 953 614		20 875
CADRE B		Diminutions	Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
				Valeur d'origine des immos en fin d'exercice
		Virement		
		Cession		
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			87 717	
TOTAL			87 717	
Terrains			590 000	
Constructions :			1 657 110	
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
- Gales, agencements et aménagements const.				
Installations :				
- Techniques, matériel et outillage				
- Gales, agencements et aménagements divers			1 045 577	
Matériel :				
- De transport				
- De bureau et informatique, mobilier		16 674	160 950	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
TOTAL		16 674	3 453 637	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :			416 437	
- Participations				
- Titres immobilisés			25	
Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL			416 462	
TOTAL GENERAL		16 674	3 957 816	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	69 035	4 851		73 886
TOTAL	69 035	4 851		73 886
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre	59 314	47 346		106 660
- Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers	89 954	86 674		176 628
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	116 975	17 954	16 674	118 256
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	266 243	151 975	16 674	401 544
TOTAL GENERAL	335 278	156 826	16 674	475 430

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GENERAL							

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	535 741	500 095	35 646
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 708	2 708	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	5 376	5 376	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	1 342 117	815 647	526 470
Charges constatées d'avance	122 483	122 483	
TOTAL	2 008 425	1 446 309	562 116

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

Commentaire

Etat des dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine	841	841		
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 137 400	1 137 400		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	226 271	226 271		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	249 366	249 366		
Impôts sur les bénéfices	42 719	42 719		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	12 550	12 550		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	7 063 543	160 681		6 902 862
Produits constatés d'avance	132 754	132 754		
TOTAL	8 865 444	1 962 582		6 902 862

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

Commentaire

Variation des fonds propres 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	8 700 651				8 700 651
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	292 859	269 750			562 609
Excédent ou déficit de l'exercice	269 750	-269 750	-46 989		-46 989
Situation nette	9 263 260		-46 989		9 216 271
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	9 263 260		-46 989		9 216 271

Commentaire

Variation des fonds dédiés - Subventions d'exploitation

Subventions d'exploitation	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Section RECHERCHE	898 909	122 216				1 021 125	
DGAL 2022-089 ECO ANTIBIO	21 073	1 001				22 074	
TOTAL	919 982	123 217				1 043 199	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif

(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

Variation des fonds dédiés - Contributions financières d'autres organismes

Contributions financières d'autres organismes	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
CIPA ITAVI		24 053				24 053	
Fédération Cuir Et Peaux		75 213				75 213	
TOTAL		99 266				99 266	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif

(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

Etat des provisions et dépréciations

		Montant début exercice	Augmentation Dotations ex.	Diminutions : reprises ex.		Montant à la fin de l'exercice
				Utilisées	Non utilisées	
Provisions réglementées						
Provisions pour investissements						
Provisions relatives aux stocks						
Provisions relatives aux éléments d'actif						
Amortissements dérogatoires						
Autres provisions réglementées						
TOTAL I						
Provisions pour risques et charges						
- litiges						
- amendes et pénalités						
Provisions pour risques	- pertes de change					
	- risque d'emploi					
	- autres	5 228		5 228		
Provisions pour charges sur legs ou donations						
Provisions pour pensions et obligations similaires		37 486	8 056			45 542
Provisions pour impôts						
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices						
Autres provisions pour risques et charges						
TOTAL II		42 714	8 056	5 228		45 542
Provisions pour dépréciations						
- incorporelles						
- corporelles						
Immobilisations	- Sur biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
	- Titres mis en équivalence					
	- Titres de participation	345 011	25 000			370 011
	- autres immobilisations financières					
Sur stocks et en-cours						
Sur comptes clients		4 646				4 646
Sur comptes de confédérations, fédérations, unions, entités affiliées						
Sur créances reçues par legs ou donations						
Autres dépréciations		291 137		131 529		159 608
Total III		640 794	25 000	131 529		534 265
TOTAL GENERAL (I+II+III)		683 508	33 056	136 757		579 807
Dont dotations et reprises :	- d'exploitation		33 056	24 498		
	- financières			112 259		
	- exceptionnelles					

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	21	
Agents de maîtrise & techniciens		
Employés	3	
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL		24

Commentaire

Engagements financiers

ENGAGEMENTS DONNES :

Nature des engagements donnés	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	500 000
Crédit-bail mobilier	
Crédit-bail immobilier	
Pensions, retraites et assimilés	
Autres engagements	
TOTAL	500 000

Commentaires :

Aval et Cautions: L'association a nanté ses titres de placements pour permettre à la société RESEAU GDS.COM d'obtenir un emprunt de 500 000 €.

ENGAGEMENTS RECUS :

Nature des engagements reçus	Montant en Euros
Abandon de créances	
TOTAL	

Commentaires : néant

Tableau de subventions d'exploitation

Subventions	Accordées du 01/01/2024 au 31/12/2024	Dont reçues du 01/01/2024 au 31/12/2024	Solde à percevoir
	①	②	①-②
Subventions Recherche	123 150	68 150	55 000
Autres subventions	773 707	154 288	619 419
Contributions financières	246 906	195 550	51 356
Total subventions d'exploitation	1 143 763	417 988	725 775

Liste des filiales et participations

Dénomination	Capital	Q. P. Détenue	Val. brute Titres	Prêts avances	Chiffre d'affaires
Siège social	Capitaux propres	Divid. encaiss	Val. nette Titres	Cautions	Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
SARL RESEAU GDS.COM	116 000	100.00	320 010	159 607	199 320
	-117 699			500 000	-92 390

Dénomination	Capital	Q. P. Détenue	Val. brute Titres	Prêts avances	Chiffre d'affaires
Siège social	Capitaux propres	Divid. encaiss	Val. nette Titres	Cautions	Résultat
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					

Dénomination	Capital	Q. P. Détenue	Val. brute Titres	Prêts avances	Chiffre d'affaires
Siège social	Capitaux propres	Divid. encaiss	Val. nette Titres	Cautions	Résultat
AUTRES TITRES					
SAS API AGRO	2 204 227	2.00	50 000		
	1 783 380				-58 320

Charges à payer et produits à recevoir

Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	244 685	553 176
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	341 660	223 957
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	103 172	96 249
Instruments de trésorerie	841	1 066
TOTAL	690 357	874 448

Commentaire

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances clients, usagers et comptes rattachés	11 904	294 117
Créances reçues par legs ou donations		
Autres	781 406	844 259
Valeurs mobilières de placement		
Instruments de trésorerie		
Disponibilités	57 486	11 770
TOTAL	850 796	1 150 147

Commentaire: "AUTRES" : dont 725775 € de subventions et contributions financières à recevoir.

Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation	132 754	311 325
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		132 754	311 325

Commentaire

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	122 483	134 715
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		122 483	134 715

Commentaire

Ventilation des ressources d'exploitation

Ventilation des ressources d'exploitation	Montant
Subventions ETAT, COLLECTIVITE TERRITORIALES	896 857
Contributions financières	246 906
Cotisations	3 001 820
Prestations nettes	546 904
Reprises provisions	24 498
Autres	296
TOTAL	4 717 281

Commentaire



MAUPARD FIDUCIAIRE

Siège social : 18, rue Jean Mermoz, 75008 Paris, France
Téléphone : +33 (0) 1 53 93 94 20, **Fax :** +33 (0) 1 53 93 94 21
contact@maupard-fiduciaire.fr, || **www.maupard.com**

GDS FRANCE

Siège social :
26 Rue Dagorno, 75012 PARIS

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

**Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des
comptes de l'exercice clos le 31/12/2024**

Cabinet MAUPARD FIDUCIAIRE

Siège social : 96 Avenue Raymond Pointcaré, 75016 PARIS

Membre de la Compagnie Régionale de Paris



MAUPARD FIDUCIAIRE
Siège social : 18, rue Jean Mermoz, 75008 Paris, France
Téléphone : +33 (0) 1 53 93 94 20, Fax : +33 (0) 1 53 93 94 21
contact@maupard-fiduciaire.fr, || www.maupard.com

A l'assemblée générale de l'association GDS France,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

Convention d'assistance et d'occupation des locaux avec FMGDS

Personnes concernées : Statutairement, les membres du bureau de GDSFrance font partie du Conseil d'Administration de F.M.G.D.S.

En date du 15 mai 2024, un avenant à la convention d'assistance de GDSFrance envers FMGDS a été signé afin de fixer la rémunération à 84 000 euros TTC, à parfaire en fonction de l'assistance réelle produite au cours de l'exercice.



MAUPARD FIDUCIAIRE

Siège social : 18, rue Jean Mermoz, 75008 Paris, France

Téléphone : +33 (0) 1 53 93 94 20, Fax : +33 (0) 1 53 93 94 21

contact@maupard-fiduciaire.fr, || www.maupard.com

Au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2024, l'association GDSFrance a facturé à FMGDS au titre de cette convention, 84 000 euros TTC hors frais de déplacements.

Fait à Orléans, le 08 avril 2025

Le Commissaire aux comptes

MAUPARD FIDUCIAIRE

Manuel GRÉAU

